Document generated on 08/08/2025 2:51 a.m.

Recherches féministes

Philippe Ariès et Georges Duby, éds, *Histoire de la vie privée*, 5 tomes

Denise Piché

Volume 2, Number 1, 1989

Lieux et milieux de vie

URI: https://id.erudit.org/iderudit/057549ar
DOI: https://doi.org/10.7202/057549ar

See table of contents

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)
1705-9240 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Piché, D. (1989). Review of [Philippe Ariès et Georges Duby, éds, *Histoire de la vie privée*, 5 tomes]. *Recherches féministes*, *2*(1), 157–159. https://doi.org/10.7202/057549ar

Tous droits réservés © Recherches féministes, Université Laval, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

fonctionnelles qui sont les nôtres, cette partie de son rêve a probablement perdu de son attrait mais l'image de garderies modèles dans des jardins sur le toit et de places centrales au cœur de chaque complexe résidentiel est plus séduisante. Et surtout, Gilman a eu des émules, ce dont Allen nous informe en conclusion. Dès les années 20, des douzaines de communautés se formaient au Connecticut, au Massachusetts et ailleurs autour de services d'alimentation et d'entretien centralisés, avec pouponnière et garderie sur les lieux. Le type d'architecture promu par Gilman se retrouve dans certains kibboutz mais aussi, depuis 1938, en Suède où des « maisons communes » offrent une gamme de services souvent inclus dans le loyer : repas fournis par une cuisine centrale, services de garde, salles de repos ou de réunion, ateliers, buanderie, infirmerie, centre de dépannage assurant tout, depuis l'arrosage des plantes en cas d'absence jusqu'à l'entretien complet du ménage. Plus récemment, des complexes résidentiels se sont attachés à penser l'environnement architectural en fonction des besoins des mères monoparentales; c'est le cas des Nina West Homes à Londres, d'une Maison des mères à Amsterdam et du projet expérimental Willowbrook dans le quartier de Watts à Los Angeles (ces exemples sont décrits dans le chapitre huit).

L'architecture non sexiste est donc d'ores et déjà en chantier et ce n'est pas une mince contribution du livre d'Allen que de nous sensibiliser aux enjeux d'une politique féministe qui lie la construction d'unités résidentielles à la capacité de coordination des services domestiques comme à la proximité des lieux d'habitation pour les travailleurs et travailleuses parents d'enfants en bas âge. La revue *Women and Environments* (Center for Urban and Community Studies, 455 Spadina Av., Toronto), mentionnée par l'auteure, couvre ce champ. C'est ainsi qu'une étude historique débouche sur un objectif très actuel, celui de se familiariser avec les stratégies employées pour développer l'architecture féministe. L'utopie imaginée par Charlotte Perkins Gilman il y a plus d'un demi-siècle illustre la force de l'imaginaire féministe dès lors qu'il est couplé à la détermination de groupes de femmes organisés.

Micheline De Sève
Département de science politique
Université du Québec à Montréal

Philippe Ariès et Georges Duby (éds), *Histoire de la vie privée*, 5 tomes, Paris, Éditions du Seuil.

Le privé est l'univers du secret, des sentiments, de la réflexion sur soi, du rapport entre les êtres et des manières et rythmes de l'univers domestique. Pour en faire l'histoire, il faut emprunter à l'archéologie sa minutie et son pouvoir d'induction à partir des quelques traces laissées par les temps anciens. Dans l'*Histoire de la vie privée*, une trentaine d'historiennes et d'historiens examinent, comparent et interprètent justement les artefacts, les représentations picturales et romanesques, les écrits intimes, les registres, les lois laissés à la postérité durant deux millénaires par les habitants de diverses régions européennes : ils cherchent ainsi à reconstituer la lente évolution des mentalités, des idées et du

vécu qui donnent forme au privé et au public. L'œuvre est impressionnante par la diversité des thèmes auxquels elle s'intéresse et les moyens mis en œuvre par la recherche qui la sous-tend. Elle ressemble à une immense fresque peinte en pièces détachées par un collectif d'artistes dont chacun interprète, selon ses intérêts et son style, une esquisse dessinée à larges traits. La lectrice y trouvera certainement son intérêt, même si elle aura du mal à en retracer l'idée d'ensemble.

Dans une histoire de la vie privée, on s'attend à ce qu'une large place soit laissée à la vie des femmes, puisque, comme le rappelle Georges Duby dans son introduction, la distinction entre le masculin et le féminin s'enracine dans la distinction entre le dehors et le dedans, entre le public et le privé. C'est bien là une préoccupation constante de l'ouvrage collectif, qui se démarque ainsi de l'histoire des événements et des sociétés. La facette féminine de l'histoire du privé demeure cependant tributaire de la suprématie des hommes dans la vie privée autant que dans la société : ils sont le plus souvent les auteurs des traces étudiées et les chercheurs qui interprètent ces traces. Conséquemment, la vie des femmes est souvent lue comme un négatif de la vie des hommes. Ce n'est qu'avec la diffusion de l'écriture à la fin du Moyen Âge que des femmes nous livrent directement leurs témoignages et nous font connaître leurs ruses : et, encore, il y aura pendant longtemps relativement peu de femmes qui maîtriseront l'écrit. Dans l'ensemble, la lecture de l'*Histoire de la vie privée* s'impose aux historiennes de la vie des femmes et aux chercheuses qui veulent comprendre la condition des femmes d'aujourd'hui dans une perspective historique.

Cette œuvre intéressera aussi nos travaux sur les lieux et milieux de vie, parce que les rapports privé-public, sans être essentiellement d'ordre matériel, ont profondément marqué toute l'organisation de l'espace habité. Elle accorde une place généreuse aux cadres domestique, rural et urbain et nous donne à voir, en filigrane, les lieux des femmes.

Il n'est pas question de résumer ici les 3 000 pages de l'*Histoire de la vie privée*. Rappelons cependant que la vie privée et l'intimité sont des idées qui prennent tout leur sens avec la montée de la bourgeoisie au XIX^e^ siècle. Bien sûr, c'est de tout temps que les individus et les groupes se sont aménagé des temps et des lieux de retraite, voire des espaces secrets ou intimes. Mais, comme l'affirme Philippe Ariès dans le premier chapitre du tome 3, *De la Renaissance aux Lumières*, encore à la fin du Moyen Âge, nous retrouvons « un individu encadré dans des solidarités collectives, féodales et communautaires . . . ». Au XIX^e^ siècle, avec des décalages temporels selon les classes et les cultures, le même individu fait partie d'une vaste population anonyme et ses activités sont de plus en plus séparées les unes des autres spatialement; il choisit librement sa façon de vivre et se distingue par l'extériorisation de son sens du goût; son logement est véritablement un refuge intime. En même temps, l'idée de soi prend le dessus sur l'idée de communauté et la famille devient le lieu privilégié d'expression des sentiments. Pour Ariès, le glissement de la prééminence de la communauté vers celle de l'individu et de la famille nucléaire s'opère lentement du XVI^e^ au XIX^e^ siècles, résultat de l'accroissement du rôle de l'État dans tous les recoins de la société, de l'intériorisation de la piété et du développement de l'alphabétisation et de la lecture. On sent chez cet auteur, comme dans une certaine pensée féministe, une nostalgie de l'Ancien Régime. Il regrette la

sociabilité publique apparemment disparue dans « le passage d'une sociabilité anonyme de groupes où les gens pouvaient se reconnaître à une société anonyme sans sociabilité publique, où dominaient [. . .] soit un espace professionnel, soit un espace privé, le « privé » l'emportant dans les sociétés anonymes où la sociabilité publique avait pratiquement disparu ». Dans les écrits féministes, on regrette plutôt qu'avec la séparation du privé et du public, les femmes aient été isolées et enfermées dans l'univers privé.

C'est sans nostalgie, mais avec un questionnement résolument marqué par le féminisme, que Michèle Perrot, dans le quatrième tome, *De la Révolution à la Grande Guerre*, décrit cet « âge d'or du privé, où les mots et les choses se précisent et les notions s'affinent ». Seul volume sous la responsabilité d'une historienne, il est, à mon avis, celui qui satisfera le plus les lectrices par l'attention constante qu'il porte à la condition spécifique des femmes. Faut-il le dire, les spécialistes de cette période ont à leur disposition des sources innombrables, notamment des écrits de femmes et des débuts du mouvement féministe. Le tome 5, *De la Première Guerre mondiale à nos jours*, illustre, à souhait, que la montée de l'individualisation au XX[e] siècle n'est pas un phénomène unidimensionnel. Les notions de privé et de public apparaissent soudainement bien floues et leur contour bien mouvant. Pendant que l'accès à la vie privée familiale se démocratise, les rapports entre travailleurs et patrons, de privés qu'ils étaient, sont de plus en plus régis par des contrats collectifs. Le privé ne s'oppose plus à la communauté; il s'oppose désormais au collectif, phénomène particulièrement lisible dans nos milieux de vie.

Pour conclure, je tiens à souligner la qualité de la recherche et de la présentation iconographiques, qui font de ces livres de véritables bijoux. Malheureusement, le prix de chaque volume (120 $) est exorbitant et d'autant plus choquant que celles qui accepteront de le lire en anglais le paieront le tiers du prix original (29,50 $ U.S.) à la Harvard University Press.

Denise Piché
École d'architecture
Université Laval

Carolyn O. N. Moser et Linda Peake (éds), *Women, Human Settlements and Housing*. London and New York, Tavistock Publications, 1987, 222 p.

Ce recueil d'études sur les enjeux féminins, l'habitation et les communautés au Tiers Monde est une nouveauté bienvenue dans la littérature féministe. Les sept cas présentés relatent des expériences au Mexique, au Brésil, au Kenya, au Sri Lanka, en Guyane, au Nicaragua ainsi qu'en Équateur. Ces études portent toutes sur des groupes de personnes à faible revenu ou de « squatters », où les femmes chefs de ménage sont souvent les plus désavantagées de toute la population. Leur chance d'accéder à la propriété selon les critères usuels de sélection — soit le crédit, l'emploi rémunérateur régulier et/ou la capacité de travailler dans la construction — est, partout, sévèrement limitée ou inexistante. Pourtant, dans plusieurs milieux urbains des pays en voie de développement, le tiers ou plus des ménages sont dirigés par des femmes. En Amérique latine et dans certains pays d'Afrique, ce nombre dépasse 50%, alors que dans les camps de réfugiés d'Amérique centrale, il peut atteindre jusqu'à 90%.